

## SYRIE : DANGEREUSE ESCALADE AUTOUR D'IDLIB

► Au moins 33 soldats turcs ont été tués, jeudi 27 février, à Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, par les forces de Bachar Al-Assad, appuyées par l'aviation russe

► Ankara en représailles a bombardé des positions syriennes et menace les Européens de permettre un afflux de réfugiés vers l'ouest

► Près de 900 000 personnes, dont 80 % de femmes et d'enfants, ont fui les combats de la région d'Idlib depuis décembre 2019

PAGES 2 À 4



Des soldats turcs prennent position à proximité d'Idlib, le 20 février. OMAR HAJ/AFP

**M** EDITORIAL

### L'EUROPE DÉFIÉE

**FACE AU DRAME** qui se joue dans la province syrienne d'Idlib, que peuvent les Européens ? L'ampleur de la catastrophe humanitaire – près d'un million de personnes jetées sur les routes par l'offensive du régime –, l'escalade militaire, avec la perte d'au moins 33 soldats turcs, tués par un bombardement syrien jeudi 27 février, et l'implication des forces russes se conjuguent dans un défi moral et politique majeur pour l'Europe.

Dans une tribune publiée par *Le Monde*, 14 ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, dont les français et allemand, ont demandé cette semaine au gouvernement syrien et à ses alliés, russes et iraniens, de mettre fin à leur offensive et de revenir aux termes de l'accord de cessez-le-feu de 2018, conclu à Sotchi.

LIRE LA SUITE PAGE 35

## Coronavirus : l'épidémie se propage en France

► Le nombre de patients infectés par le coronavirus a brusquement augmenté sur le territoire national ; il a bondi de 18 à 38 en vingt-quatre heures

► Le nouveau ministre de la santé, Olivier Véran, a indiqué, jeudi 27 février, que la France « était préparée à une épidémie » et que ce bilan pouvait évoluer

► Le foyer le plus important, après le décès d'un enseignant, est désormais dans l'Oise, avec 12 nouveaux cas, dont 3 sur la base militaire de Creil

► Le nombre de nouveaux malades en Chine est désormais moins élevé que dans les autres pays ; 746 nouveaux patients ont été détectés dans 53 pays

► La crise sanitaire a maintenant un fort impact économique ; les marchés, y compris Wall Street, sont en forte baisse

PAGES 13 À 16

### Culture

Emilie Delorme, nouvelle ère au Conservatoire

Première femme à diriger le Conservatoire de Paris, Emilie Delorme défend sa nomination dans un entretien au « Monde », après la controverse sur ses orientations idéologiques

PAGE 22

### Idées

L'apologie post-1968 de la pédophilie

Au nom de la libération sexuelle, nombre d'intellectuels, d'écrivains ou d'artistes ont défendu la pédophilie après Mai 68. Il a fallu attendre les années 1990 pour que les victimes prennent la parole

PAGES 32-33

### MAGAZINE : SPÉCIAL MODE

## L'année 2000, le tournant



UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE, EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

► Le début du siècle est aussi celui d'un nouveau départ pour la mode moderne, où ont été posées de nouvelles règles

► La Villa Médicis, toujours sans président, ne s'en porte que mieux  
► Alain Carignon, le récidiviste

SUPPLÉMENT

### Etats-Unis

Bloomberg à l'assaut de la primaire démocrate

PAGE 6

### Education

L'inspection générale étrille la réforme du bac

PAGE 12

### Economie

Pénurie de main-d'œuvre dans le secteur privé

PAGE 17

### Justice

Les laborieuses explications de Penelope Fillon

Les juges ont commencé à interroger François Fillon et son épouse, jeudi, à Paris, où s'est ouvert leur procès pour détournement de fonds publics

PAGE 10

### Retraites

Jacques Maire, rapporteur LRM, actionnaire d'Axa

Accusé de conflit d'intérêts, le député, qui détenait 400 174 euros d'actions du groupe d'épargne-retraite en 2018, a saisi la déontologie de l'Assemblée

PAGE 11

PROVOCATEUR. PRÊCHEUR. IMPOSTEUR.

NOMMÉ POUR L'OSCAR DU MEILLEUR FILM INTERNATIONAL

tiff

76

LA COMMUNION

UN FILM DE JAN KOMASA

Télérama USC

AU CINÉMA LE 4 MARS

inter



Le ministre turc de la défense, Hulusi Akar, supervise les opérations militaires contre des objectifs du régime syrien dans un centre de commandement à Hatay, en Turquie, vendredi 28 février.

ARIF AKDOGAN/ANADOLU

# Escalade entre Moscou et Ankara à Idlib

Au moins 33 soldats turcs ont été tués par une frappe russo-syrienne. L'OTAN se réunit d'urgence à Bruxelles

ISTANBUL - correspondante

Une frappe aérienne a tué au moins 33 soldats turcs à Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, jeudi 27 février, soit les pertes les plus importantes subies par la Turquie en une seule journée depuis sa première intervention militaire en Syrie en 2016. Le ministre turc de la défense, Ankara a affirmé que des frappes ordonnées en représailles par Ankara ont permis de « neutraliser » 309 soldats du régime.

Il s'agit d'une grave escalade dans les combats qui opposent la rébellion syrienne soutenue par la Turquie aux forces loyalistes de Bachar Al-Assad appuyées par l'aviation russe. La frappe aérienne, un tir « de précision » selon des experts militaires turcs, a touché dans la journée de jeudi un immeuble de deux étages à Balyoun, une localité de la province d'Idlib, où des soldats turcs avaient trouvé refuge après un bombardement sur leur convoi, dépêché en renfort dans la zone pour aider les groupes rebelles.

Après un revers aussi sévère, le président turc Recep Tayyip Erdogan se retrouve dos au mur et

se tourne vers ses alliés occidentaux, entre menaces et appels à l'aide. La Turquie a ainsi annoncé avoir actionné son ultime moyen de pression sur les Européens : déclencher un afflux massif de réfugiés syriens vers l'Europe. Ces menaces proférées dès jeudi soir, à la suite d'un conseil de sécurité extraordinaire présidé par M. Erdogan, ont été réitérées vendredi. Dans le même temps, les médias turcs, largement contrôlés par le pouvoir, diffusaient des images non vérifiées montrant des groupes de Syriens, des Irakiens et des Pakistais avançant en courant vers ce qui était présenté comme la frontière grecque.

## Menace récurrente d'Ankara

« Nous ne retiendrons plus ceux qui veulent se rendre en Europe », a déclaré vendredi matin un officiel turc cité par l'Agence France-press sous couvert d'anonymat. La police, les gardes-côtes et les gardes-frontières auraient reçu l'ordre de ne pas empêcher les réfugiés d'atteindre l'Europe par voie terrestre ou maritime. Ouvrir les portes de l'Europe aux migrants est une menace récurrente d'Ankara, qui touche un point sensible. L'Europe vit dans

**LE PRÉSIDENT TURC, RECEP TAYYIP ERDOGAN, SE TROUVE DOS AU MUR ET SE TOURNE VERS SES ALLIÉS OCCIDENTAUX, ENTRE MENACES ET APPELS À L'AIDE**

la crainte d'une nouvelle crise migratoire, après celle de 2015 qui avait vu un million de Syriens affluer sur le continent.

Dans le même temps, Ankara a appelé la communauté internationale à mettre en place une zone d'exclusion aérienne dans la région d'Idlib et a obtenu une réunion d'urgence de l'OTAN. Le porte-parole de la présidence, Ibrahim Kalin, s'était également entretenu jeudi soir avec Robert O'Brien, le conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis. Recep Tayyip Erdogan, qui avait demandé aux Etats-Unis de déployer des missiles Patriot à la frontière avec la Syrie, a reconnu mercredi que sa demande avait peu de chances d'aboutir.

Depuis que les Etats-Unis ont retiré une partie de leurs forces du nord-est syrien en octobre 2019, à la demande pressante de la Turquie, le destin de la Syrie se joue entre Moscou et Ankara et les convergences d'intérêts entre les deux capitales se sont considérablement fragilisées, notamment autour d'Idlib depuis décembre 2019. Pour préserver le statu quo et éviter une reprise totale de l'enclave par le régime, Ankara a dû renforcer sa présence aux

côtés des rebelles, quitte à risquer l'escalade avec Moscou.

L'attaque contre les forces turques est une riposte à la reconquête de la ville stratégique de Saraqeb par les rebelles et leurs alliés d'Ankara qui en ont chassé les forces du régime soutenues par la Russie. Située à la jonction de deux autoroutes – la M4 qui relie la région à la Méditerranée et la M5 reliant Damas à Alep –, Saraqeb est un verrou stratégique qui avait été pris par Damas le 5 février. Mercredi 26 février, les combattants de Hayat Tahrir Al-Cham, avec l'aide d'autres factions non-djihadistes, ont réussi à reconquérir la ville avec le soutien de l'armée turque, qui dispose de plus de 7000 hommes sur le terrain et d'un puissant matériel militaire.

Plus tôt cette semaine, les rebelles syriens, avec l'aide de la Turquie qui les a équipés en chars, lance-roquettes multiples et autres armes, avaient capturé la ville clé de Nairab, proches de Saraqeb, une victoire essentiellement symbolique. Mardi, les rebelles ont perdu Kafranbel, une ville qui fut parmi les premières à se révolter contre le régime de Bachar Al-Assad dès le début du soulèvement en 2011.

## Réunion de crise

Grâce à la reconquête de Saraqeb par les rebelles, plusieurs postes militaires turcs dans la zone, qui s'étaient retrouvés encerclés du fait de l'avancée des forces de Damas, ont pu être libérés. La jubilation du président turc Recep Tayyip Erdogan, prompt à déclarer combien « les événements se déroulaient en faveur de la Turquie à Idlib », a été de courte durée. Quelques heures plus tard, Rahmi Dogan, le gouverneur de la province de Hatay, province tur-

que voisine d'Idlib, reconnaissait la perte de neuf soldats, puis de vingt-deux, puis de trente-trois, tandis que des ambulances transportant les blessés, trente-deux selon le gouverneur, affluaient vers l'hôpital de la ville frontalière de Reyhanli.

Maîtresse de l'espace aérien syrien, la Russie n'a pas autorisé l'armée turque à évacuer ses blessés par hélicoptère, ce qui aurait pris quelques minutes alors qu'il faut une heure par la route. Dans ses déclarations, le gouverneur Rahmi Dogan a rejeté la responsabilité de l'attaque sur le « régime syrien ». Dans la soirée de jeudi, comme c'est souvent le cas lors de crises graves, les autorités turques ont bloqué l'accès à tous les réseaux sociaux.

Au même moment, le président Recep Tayyip Erdogan tenait une réunion de crise à Ankara pour discuter des réponses à apporter à la frappe aérienne, laquelle porte à cinquante-quatre le nombre de soldats turcs tués à Idlib depuis le début du mois de février. La Turquie frappera « toutes les cibles du régime » en utilisant tous les moyens à sa disposition, a déclaré Farhettin Altun, le directeur de la communication du palais prési-

dentiel, après la réunion. Jeudi, les autorités turques avaient indiqué qu'au total, depuis début février, plus de 1700 combattants pro-régime avaient été « neutralisés » ainsi que des dizaines de véhicules et trois hélicoptères.

De fait, la frappe aérienne de jeudi marque un nouveau tournant dans la dégradation récente des relations entre Moscou et Ankara sur le dossier syrien. Vladimir Poutine se trouve également dans l'impasse. Hâter la victoire finale de son allié Bachar Al-Assad n'est pas compatible avec la poursuite de son partenariat jusqu'ici si utile avec la Turquie. L'accord de Sotchi ne tient plus, l'accord d'Astana, conclu en 2017 entre la Russie, l'Iran et la Turquie pour favoriser la « désescalade » en Syrie, est moribond.

## Invitation déclinée par Moscou

Jusqu'ici, le Kremlin est resté sourd à la demande turque de négocier un cessez-le-feu. Des pourparlers menés ces derniers jours entre Russes et Turcs à Ankara se sont achevés jeudi sans résultats. La visite de M. Poutine à Istanbul, donnée comme imminente par Erdogan, qui lui avait même fixé une date, le 5 mars, n'aura pas lieu. Le président russe a « d'autres rendez-vous de travail prévus ce jour-là », a déclaré son porte-parole, Dmitri Peskov.

Le sommet à quatre – Russie, Turquie, France, Allemagne – proposé par M. Erdogan, n'a pas l'heur de plaire à Moscou qui a décliné l'invitation. « Si c'est pour parler de problèmes bilatéraux, alors il faut les aborder dans un format bilatéral », a souligné Maria Zakharova, la représentante du ministère des affaires étrangères russe. ■

## La Grèce double ses patrouilles à la frontière turque

Athènes a annoncé, vendredi, avoir renforcé ses patrouilles à la frontière avec la Turquie, après l'annonce d'Ankara que les autorités turques n'empêcheraient plus les candidats à la migration vers l'Union européenne de quitter le pays. Selon une source policière grecque citée par l'Agence France-press, le nombre de patrouille a été doublé et un appel à la mobilisation générale a été passé en interne. « Tout est sous contrôle, il n'y a pas de raison de s'inquiéter », a toutefois assuré cette source. L'agence de presse turque DHA a rapporté qu'environ 300 migrants syriens, irakiens ou encore iraniens étaient arrivés dans la province d'Edirne, à la frontière grecque.

**POUR VLADI MIR POUTINE, HÂTER LA VICTOIRE FINALE DE SON ALLIÉ AL-ASSAD N'EST PAS COMPATIBLE AVEC LA POURSUITE DE SON PARTENARIAT JUSQU'ICI SI UTILE AVEC LA TURQUIE**



# « La plus grande histoire d'horreur humanitaire du XXI<sup>e</sup> siècle »

Depuis décembre 2019, environ 900 000 personnes ont été déplacées dans la province d'Idlib

BEYROUTH - correspondant

Huit mois de fuite éperdue sous les bombes, une chute libre que rien ne semble pouvoir arrêter. Le calvaire de la famille Hallak, des fermiers de la région d'Idlib, est emblématique du supplice enduré par les civils de cette province du nord-ouest de la Syrie.

Au printemps 2019, les forces pro-Assad partent à l'assaut de la région, le dernier bastion de la rébellion, dominée par le groupe djihadiste Hayat Tahrir Al-Cham. Les raids de l'aviation russe et syrienne se rapprochant, les parents affrètent des camions et transfèrent tout le contenu de leur grande maison de Kafr Sijnah, dans le sud de la région, à Jinderes, 150 km plus au nord. « On a même emporté les portes et les fenêtres », témoigne Ahmed, le fils aîné, joint sur WhatsApp.

Après quelques mois, ses économies fondant à vue d'œil, la famille quitte l'appartement où elle avait trouvé refuge pour un logement plus modeste, dans la campagne de l'ouest d'Alep. Le répit est de courte durée. L'avancée des troupes progouvernementales dans cette zone oblige les Hallak à abandonner de nouveau leur domicile. Une troisième fois en huit mois. « Plus question cette fois-ci de prendre les meubles, l'essence est devenue trop chère, raconte Ahmed. On est parti avec nos couvertures, nos vêtements et quelques ustensiles de cuisine seulement. »

La famille s'entasse aujourd'hui à quinze dans un minuscule deux-pièces, sans fenêtres, sans eau et sans électricité, dans le village de Deir Hassan – une localité des environs de la frontière turque, région où des centaines de milliers d'autres Syriens ont échoué ces dernières semaines. « Le régime est en train de pousser toute la population d'Idlib le long de la frontière, comme s'il voulait créer une bande de Gaza syrienne, s'inquiète Ahmed. On a le sentiment de basculer dans l'inconnu. »

L'ONU parle de « la plus grande histoire d'horreur humanitaire du XXI<sup>e</sup> siècle ». Le nombre d'habitants de la province d'Idlib déplacés par les combats depuis le mois de décembre 2019 atteint désormais 900 000, dont 80 % de femmes et d'enfants. Cette population s'agglutine entre Darkoch, Al-Dana, Afrin et Azaz, des territoires contigus de la Turquie, relativement épargnés par les bombardements.

## Une nasse à ciel ouvert

Les plus chanceux ont trouvé une tente dans l'un des immenses camps, fouettés par les vents et la neige, qui jalonnent ces collines des confins de la Syrie. Les autres dorment en plein air, dans leur véhicule ou dans des bâtiments inachevés. Tous les abris collectifs, comme les mosquées et les écoles, ont été réquisitionnés lors de la précédente vague de déplacement, au printemps et à l'été 2019, qui avait concerné 300 000 personnes.



Des familles syriennes déplacées dans un camp à Sarmada, au nord d'Idlib, le 17 février. RAMI AL SAYED/AFP

Les naufragés d'Idlib sont pris au piège, dans une nasse à ciel ouvert. La Turquie, qui abrite sur son sol 3,5 millions de Syriens, mais se refuse à accueillir une nouvelle arrivée de réfugiés, a bouclé sa frontière à triple tour. De l'autre côté, les corridors ouverts par l'armée syrienne pour faciliter le passage en territoire gouvernemental, à l'abri théoriquement du danger, n'ont vu passer qu'un millier de personnes depuis décembre 2019, selon l'ONU. « C'est bien la preuve, s'il en fallait une, que les gens d'Idlib ne veulent pas vivre sous le régime Assad », observe Ossama Shorbaji, le directeur de l'ONG syrienne Afaq.

Mais la menace se rapproche. Les forces loyalistes, qui avaient piétiné durant la première phase de l'offensive, l'année dernière, se sont emparées en quelques semaines de plus de trois cents localités, soit environ la moitié de la poche d'Idlib. Mercredi 26 février, les combattants de Hayat Tahrir Al-Cham, avec l'aide d'autres factions non djihadistes, ont certes réussi à reconquérir Saraqeb, un carrefour autoroutier, qu'ils avaient perdu au début du mois. Cette opération a été menée avec le soutien de l'armée turque, qui dispose de plusieurs milliers d'hommes sur le terrain. Une trentaine d'entre eux ont d'ailleurs été tués, jeudi,

dans un bombardement attribué à l'aviation syrienne.

Mais au même moment, les rebelles étaient boutés hors des régions montagneuses du djebel Al-Zawiya et du djebel Shashabo, fiefs historiques de l'insurrection, dans le sud de la province d'Idlib. Les pro-Assad ont notamment pénétré dans Kafr-Nabel, une bourgade rendue célèbre par la créativité et l'endurance de ses habitants. Pendant des années, ceux-ci ont manifesté tous les vendredis, narguant le pouvoir avec des slogans percutants et pleins d'humour.

Le début de déroute des groupes anti-Assad est le résultat logique de leur épuisement, après des mois de pilonnage, qui ont progressivement érodé leurs lignes de défense. Le gigantesque exode déclenché par le blitz russo-syrien, qui a anéanti des dizaines d'infrastructures civiles, dont des écoles et des hôpitaux, a accentué la désorganisation du camp rebelle. Selon le bureau du haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, ces frappes ont causé la mort de plus de 1700 civils, dont 337 femmes et 503 enfants, en dix mois.

Le recul des insurgés résulte aussi de l'introduction dans les rangs loyalistes de drones et d'instruments de vision nocturne, en nombre plus important

## LES PLUS CHANCEUX ONT TROUVÉ UNE TENTE DANS L'UN DES IMMENSES CAMPS, FOUETTÉS PAR LES VENTS ET LA NEIGE, AUX CONFINS DE LA SYRIE

que par le passé. Du matériel qui a accru la supériorité militaire des assaillants, déjà écrasante. De nombreux véhicules blindés rebelles, certains livrés par la Turquie, ont été touchés par un tir de missile, peu après avoir été localisés par l'un de ces avions espions.

Le retour sur le champ de bataille des milices pro-iraniennes, composées de combattants chiites afghans et irakiens, a eu aussi un effet. « La République islamique était restée à l'écart des combats de l'année dernière pour ne pas abîmer sa relation avec la Turquie, explique Nawar Oliver, analyste du centre d'études syrien Omran, proche de l'opposition. Téhéran espérait qu'Ankara continuerait à lui acheter son pétrole, en dépit des menaces de sanctions de Washington. »

Un calcul infructueux : en dépit de relations compliquées avec l'administration américaine, la Turquie s'est rangée à son em-

bargo anti-Iran. Les troupes à la solde de Téhéran ont fait leur réapparition sur le terrain syrien, notamment à l'ouest d'Alep, une zone qu'elles ont contribué à reprendre au début du mois. Cette avancée a permis aux autorités syriennes de rouvrir l'aéroport d'Alep, fermé il y a presque huit ans, sous la pression de la rébellion.

Le désenclavement de la grande métropole du Nord syrien a fait la joie de sa population. Ses quartiers ouest étaient régulièrement pris pour cibles par les groupes armés implantés en périphérie. Selon l'ONU, les tirs rebelles sur les zones sous contrôle gouvernemental, à Alep et dans le nord de la province de Hama, ont tué 93 civils depuis avril 2019, dont 23 femmes et 28 enfants.

Le régime Assad, qui ne cesse de répéter son intention de rétablir son autorité sur l'intégralité de la Syrie, entend mener cette offensive à son terme : la reconquête de la ville d'Idlib et des deux postes-frontières, Bab Al-Hawa et Atmé, par où transitent des armes et de l'aide humanitaire. « Si Idlib tombe, 600 000 personnes supplémentaires seront jetées sur les routes, prévient Assaad Al-Achi, le directeur d'une ONG syrienne, basée dans le sud de la Turquie. Le coût humanitaire sera dément. La Russie est-elle prête à laisser faire cela ? »

BENJAMIN BARTHE

# La Russie cherche à maintenir le conflit « sous contrôle »

Pour Moscou, les soldats turcs tués étaient « dans les rangs de groupes terroristes », une version démentie par Ankara

MOSCOU - correspondant

Les militaires turcs visés jeudi 27 février par des frappes de l'armée syrienne « se trouvaient dans les rangs de groupes terroristes ». La réaction du ministère russe de la défense, cohérente avec la position de Moscou qui qualifie tout combattant anti-Assad de « terroriste », laisse peu de place à l'ambiguïté : la Russie se tient fermement au côté de son allié syrien dans un moment de crise aiguë. Et si le message n'était pas clair, il est appuyé par l'envoi vers les côtes syriennes, également annoncé vendredi, de deux navires de guerre équipés de missiles de croisière Kalibr. Ankara a rejeté pour sa part la version russe des événements. « Aucun élément armé ne se trouvait au côté de nos unités au moment de cette attaque », a déclaré le ministre turc de la défense, Hulusi Akar, cité par l'agence de presse étatique Anadolu.

L'objectif stratégique fixé par Vladimir Poutine n'a pas varié depuis le début de l'intervention de son armée en Syrie, en septembre 2015 : reconquête du territoire syrien pour le compte de Bachar Al-Assad, quel qu'en soit le prix, et marginalisation des puissances rivales, acculées à se retirer de la scène ou à négocier.

## Les blocages de Moscou à l'ONU

Depuis cette date, le rouleau compresseur russe a fonctionné sans égard pour les pertes humaines massives causées par son aviation ni pour la réprobation internationale. Autant de fois que cela a été nécessaire, Moscou a bloqué, au Conseil de sécurité des Nations unies, les résolutions qui auraient pu entraver son action ou remettre dans le jeu les Occidentaux, y compris par le biais d'opérations humanitaires.

Aussi déterminé Moscou soit-il à soutenir l'offensive syrienne dans la région d'Idlib, l'épisode

de jeudi et la mort de 33 soldats turcs constituent une escalade dangereuse et inconfortable pour la Russie, qui a pris soin de ménager le « partenaire » turc depuis le début du conflit.

En soulignant, vendredi, que les avions de combat russes n'avaient pas effectué de frappes dans la zone où se trouvaient les soldats turcs, et que la présence de ces derniers n'avait pas été communiquée, la partie russe offre ainsi à Ankara une porte de sortie qui ne conduise pas à une escalade directe avec Moscou. Le ministère russe de la défense précise également avoir obtenu au plus vite un cessez-le-feu pour permettre l'évacuation des blessés et des morts vers les lignes turques.

La confrontation entre les deux puissances paraissait inévitable dès le début de l'offensive sur Idlib. Le 18 février, une dernière série de négociations avait permis d'acter les désaccords, chaque partie reprochant à l'autre d'avoir enfreint

l'accord de Sotchi de septembre 2018 : la Russie, en soutenant l'offensive syrienne sur la province d'Idlib ; la Turquie, en n'abandonnant pas les combattants du mouvement djihadiste Hayat Tahrir Al-Cham.

Sauf qu'Ankara s'est révélé un adversaire déterminé et imprévisible, alors que Moscou s'attendait à une répétition de la bataille d'Alep, qui avait vu les forces turques se retirer lors des phases les plus cruciales. La forte implication turque dans les combats à Idlib semble avoir pris de court les généraux russes. Ceux-ci sont conscients, qui plus est, que « l'armée syrienne n'a aucune chance face à la Turquie dans un face-à-face ouvert », comme le souligne le commentateur proche du Kremlin Maxime Soutchkov.

Parallèlement à l'escalade sur le terrain, les deux parties ont toutefois pris soin de sauver les apparences. Lorsqu'elle a subi des pertes importantes, le 20 février, l'ar-

mée turque s'est bien gardée d'accuser la Russie, évoquant des frappes « syriennes ». Et ce alors même que, écrivait le 25 février l'expert militaire Pavel Felguengauer dans la *Novaïa Gazeta*, « la différence entre un SU-24M "syrien" et un avion russe du même type tient à un écusson sur le fuselage, et que tous les vols sont dirigés depuis le centre de contrôle russe de Hmeimim ».

## Assumer le rapport de force

Ankara et Moscou ont aussi continué à évoquer la solution miracle d'une rencontre entre leurs deux dirigeants, Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan. A plusieurs reprises, de longues rencontres entre les deux hommes avaient permis d'arracher des accords in extremis, quitte à ce que ceux-ci soient bafoués quelques semaines plus tard. Jeudi, avant l'annonce des frappes meurtrières d'Idlib, le Kremlin avait toutefois décliné la proposition turque

d'une rencontre entre les deux hommes le 5 mars, à Istanbul.

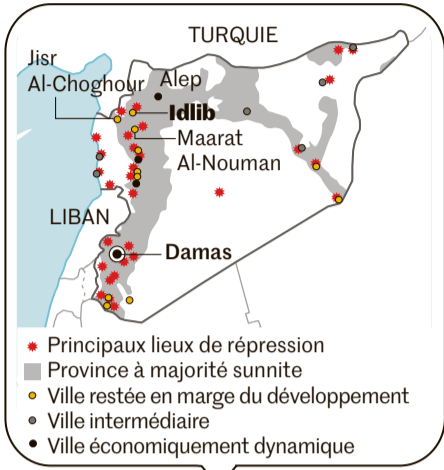
Cette prudence d'une Turquie de plus en plus isolée sur la scène internationale place la partie russe dans une position qu'elle affectionne particulièrement : assumer le rapport de force sur le terrain tout en laissant à son adversaire le loisir d'abandonner ses positions en sauvant la face. L'incident meurtrier du 26 février, sans doute suivi d'une réaction de l'OTAN et d'une poursuite de l'offensive sur Idlib, peut-il troubler cet équilibre précaire ? L'expert militaire Alexandre Golts estime que la priorité devrait rester, des deux côtés, de garder au maximum le conflit « sous contrôle ». Pavel Felguengauer, lui, résume l'équation de manière plus pessimiste : « Ni nous ni les Turcs n'avons envie de nous faire la guerre pour Idlib, mais peut-être y serons-nous forcés. »

BENOÎT VITKINE

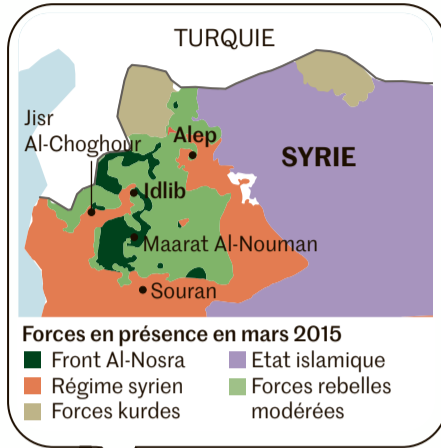
LA GUERRE EN SYRIE

# Idlib, la nasse du conflit syrien

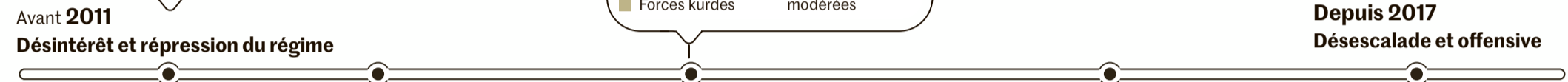
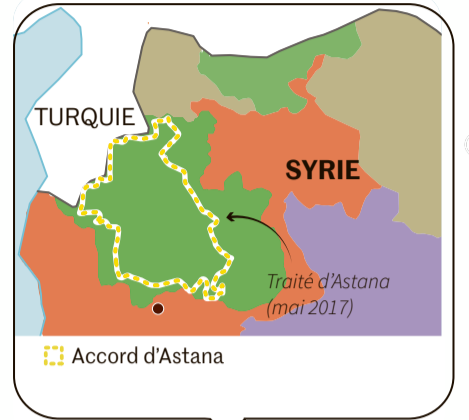
Après neuf années de guerre, l'enclave rebelle est devenue le nœud des rivalités entre Moscou et Ankara



Province agricole majoritairement sunnite et conservatrice, Idlib a été laissée à l'écart du développement économique sous le régime d'Hafez Al-Assad. En 1980, à la suite du soulèvement des Frères musulmans dans plusieurs villes du pays, dont Jisr Al-Choghour, une violente répression s'abat

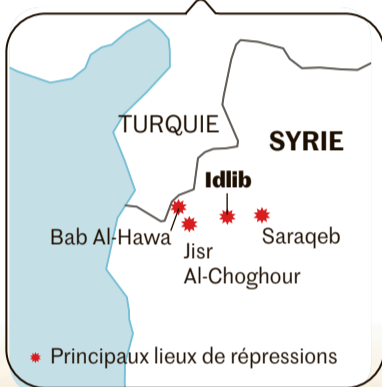


En mai 2017, la province d'Idlib est incluse, avec la Ghouta, Homs et Deraa, dans l'accord de désescalade signé à Astana (Kazakhstan) entre la Turquie, marraine de l'opposition à Bachar Al-Assad, et la Russie et l'Iran, soutiens du régime. L'armée turque érige une dizaine de postes d'observation du cessez-le-feu dans la région. Mais les combats reprennent rapidement.



**2011**  
Le début de la contestation

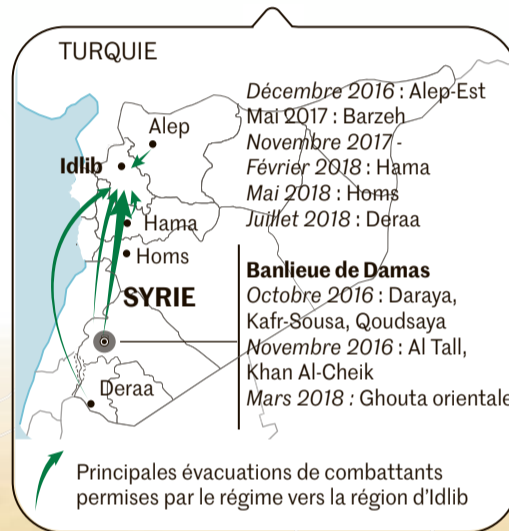
La ville de **Saraqeb** rejoint la contestation dès le mois de mars 2011, au tout début du soulèvement anti-Assad, et celle d'**Idlib** le mois suivant. La province est la première à basculer dans la lutte armée. En juillet 2012, l'Armée syrienne libre (ASL), la branche modérée de la rébellion, s'empare du poste-frontière de **Bab Al-Hawa**. Des armes commencent à lui parvenir, mais en nombre limité. L'ouverture profite surtout aux combattants islamistes, qui sont ravitaillés par l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie.



**2014-2015**  
La montée en puissance des djihadistes

Le groupe djihadiste Front Al-Nosra (branche syrienne d'Al-Qaïda) profite de l'affaiblissement de l'ASL et prend Idlib au régime en mars 2015. Les militants anti-Assad saluent d'abord cette victoire. Mais, très vite, les modérés et les minorités religieuses heurtent à la violence du groupe qui cherche à imposer sa loi sur toute la province.

**A partir de 2015**  
Le ghetto des irréductibles



En septembre 2015, l'intervention de l'armée russe permet au régime syrien de repartir à l'offensive. A chaque victoire, Damas offre aux rebelles refusant de rendre les armes d'être évacués avec leur famille vers la poche d'Idlib. Les éléments les plus irréductibles de l'opposition armée s'entassent progressivement dans cette région.

**LES FORCES EN PRÉSENCE**

- **Dernier bastion rebelle** contrôlé majoritairement par les djihadistes d'Hayat Tahrir Al-Cham
- **La Turquie**, marraine ambiguë des rebelles, qui menace de lancer une contre-offensive contre le régime syrien
- **Zone frontalière** tenue par les forces turques et leurs supplétifs syriens
- **Poste d'observation turc** en vertu des accords d'Astana (mai 2017)
- **Zone de désescalade** prévue par les accords d'Astana
- **Régime syrien** qui intensifie l'offensive sur Idlib depuis mai 2019 pour reprendre le dernier bastion rebelle
- **Poste d'observation** des alliés du régime  
● russes ○ iraniens
- **Forces kurdes**

**LE FRONT**

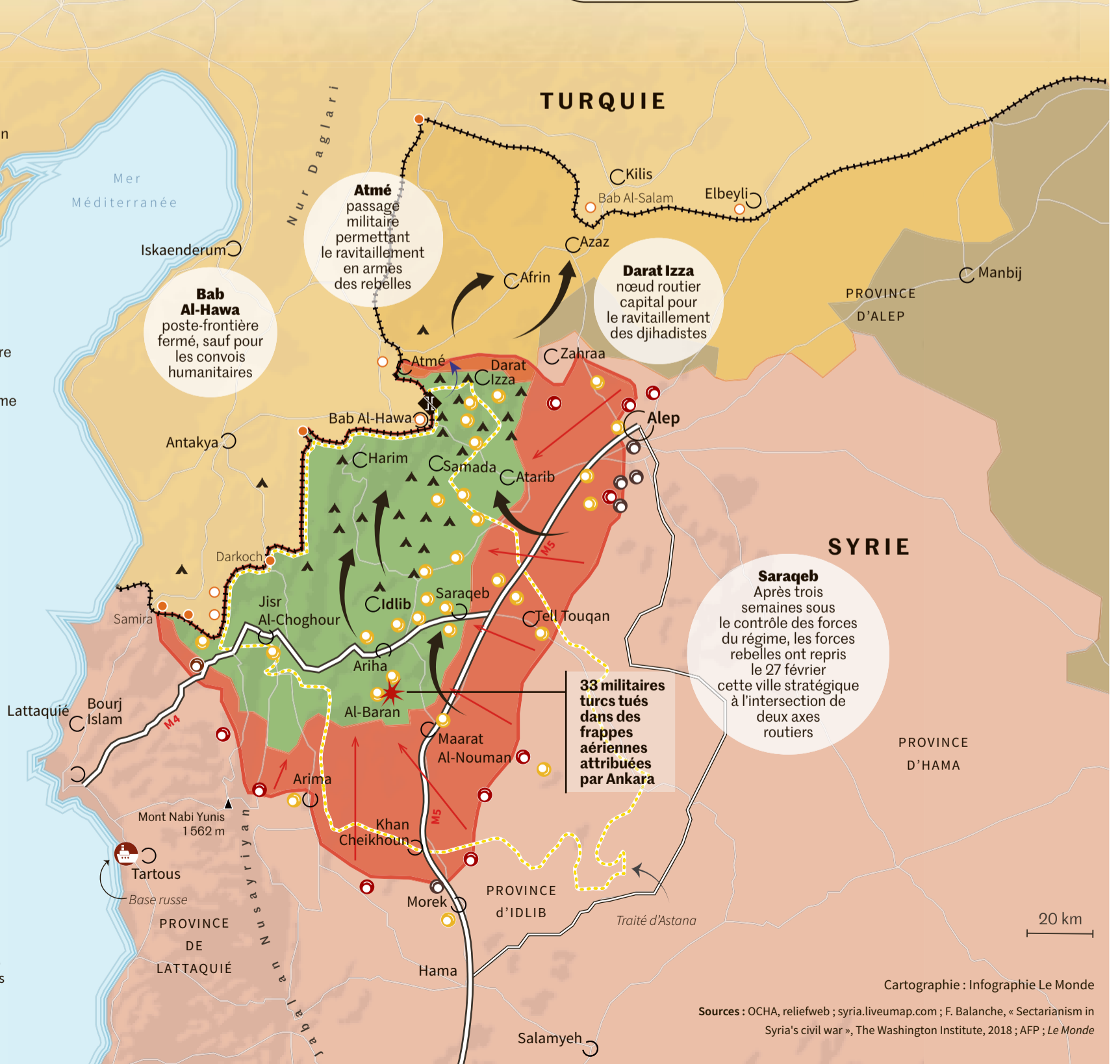
- **Territoire récupéré** par le régime et ses alliés depuis l'offensive de mai 2019
- == **Axe de circulation majeur**
- **Route de contournement** entre Alep et Damas (en mauvais état)
- ⊞ **Frontière fermée** par une barrière de sécurité côté turc. Ankara redoute un nouvel afflux de réfugiés sur son sol
- **Poste-frontière**  
● fermé ○ partiellement ouvert

**LA SITUATION HUMANAIRE**

- ▲ **Camp de déplacés** à la frontière turque, côté syrien et côté turc
- ➔ **Flux de déplacés** fuyant l'avancée des combats

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2019

**900 000** civils déplacés dont **21%** de femmes et **60%** d'enfants



Cartographie : Infographie Le Monde

Sources : OCHA, reliefweb ; syria.liveuic.com ; F. Balanche, « Sectarianism in Syria's civil war », The Washington Institute, 2018 ; AFP ; Le Monde



CULTURE | CHRONIQUE  
PAR GUILLAUME FRAISSARD

## Art immersif : entre ombre et lumière

Sur les cartons d'invitation, les codes du genre sont bien respectés. De belles reproductions d'œuvres d'art et la mention « vernissage », comme il est de rigueur pour les avant-premières d'exposition. Sauf que les tableaux présentés ici ne sont pas encadrés comme dans un musée mais s'affichent sur d'immenses surfaces, du sol au plafond, dans un dispositif visuel où le visiteur fait corps avec les toiles projetées. Vendredi 28 février, l'Atelier des lumières, à Paris, présente ainsi ses deux nouvelles expositions immersives – « Monnet, Renoir... Chagall, voyages en Méditerranée » et « Yves Klein, l'infini bleu » – six jours avant que Dali et Gaudi ne viennent illuminer les murs en calcaire des Carrières de lumières aux Baux-de-Provence (Bouches-du-Rhône), là encore pour deux « accrochages » numériques inédits.

Ces lieux d'exposition sont gérés par la société Culturespaces, également aux commandes des musées Jacquemart-André et Maillol à Paris, de l'Hôtel de Caumont à Aix-en-Provence et, au total, de quatorze centres d'art et monuments historiques en France et à l'étranger. Cette filiale du groupe Engie (41 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2017) est devenue en à peine dix ans l'une des grandes spécialistes de ce qu'on appelle désormais des « expositions numériques immersives ».

Grâce aux dizaines de vidéo-projecteurs réquisitionnés pour animer ces spectacles sons et lumières, les peintures de Picasso, Klimt, Chagall ou Bosch deviennent des fresques animées taille XXL, bien loin des dimensions imaginées à l'époque par leurs créateurs. Et ça marche. En 2019, seul Toutankhamon, à La Villette (1,4 million de personnes), a fait mieux que Van Gogh à l'Atelier des lumières, avec son 1,3 million de visiteurs.

### Une même ambition

L'irruption dans le paysage culturel, au début des années 2010, de ces événements à la frontière entre le musée et le « mapping » – ces spectacles visuels qui animent régulièrement les façades des cathédrales et des bâtiments historiques – s'accompagne d'un violent débat esthétique. Doit-on considérer les expositions virtuelles comme un formidable outil de démocratisation de l'art ou, au contraire, comme un simple divertissement qui instrumentaliserait les chefs-d'œuvre à des fins commerciales ?

Le record absolu de fréquentation obtenu par le Musée du Louvre pour sa très belle exposition consacrée à Léonard de Vinci (1,1 million de visiteurs, soit deux fois plus que le précédent record, détenu par l'exposition Delacroix en 2018) tendrait à prouver que le débat n'a pas lieu d'être. Et que réel et virtuel composent finalement les deux facettes d'une même ambition : celle d'exposer l'art au plus grand nombre.

La grammaire picturale des expositions immersives colle manifestement très bien aux attentes

**LE VIRTUEL  
VA SE TAILLER  
UNE PLACE DE PLUS  
EN PLUS GRANDE  
DANS LA CULTURE.  
IL FAUDRA DONC  
S'Y HABITUER**

### L'IRRUPTION DANS LE PAYSAGE CULTUREL DES EXPOSITIONS NUMÉRIQUES IMMERSIVES S'ACCOMPAGNE D'UN VIOLENT DÉBAT ESTHÉTIQUE

d'un public jeune – 36 % des visiteurs de l'Atelier des lumières ont moins de 35 ans –, familial, nourri d'écrans et peut être moins coutumier des musées traditionnels. La mise en perspective d'une œuvre ou d'un artiste au regard de l'histoire de l'art ou de l'évolution des sociétés s'y efface au profit de la spectacularisation par le biais de l'agrandissement et du mouvement. Et l'émotion n'est plus provoquée par la confrontation avec le matériau artistique tel que voulu par le peintre mais par le gigantisme enveloppant d'un détail, le tout rehaussé de musique.

### Habiller des lieux hors normes

Fini les cartels et leurs explications parfois ardues, terminé la foule qui se presse devant une petite aquarelle ou un dessin minuscule, gênant la contemplation : la proposition immersive offre une facilité d'accès en phase avec l'immédiateté des modes de consommation de la culture ainsi qu'une explosion saisissante de couleurs, parfaite pour nourrir ses réseaux sociaux en belles images.

Et le phénomène n'est pas près de s'arrêter. Ces technologies sont en effet de plus en plus prisées par les municipalités en quête de projets culturels pour habiller des lieux hors normes. Le 17 avril, Culturespaces, toujours elle, va inaugurer à Bordeaux les Bassins des lumières, dans une partie de l'ancienne base sous-marine de la ville. Il s'agira du plus grand centre d'art numérique au monde, avec 12 000 m<sup>2</sup> de surface d'exposition et un investissement de 14 millions d'euros pour 400 000 visiteurs attendus chaque année. A Lyon, la Sucrière vient de connaître un beau succès avec « Imagine Picasso », conçue entre autres par l'architecte Rudy Ricciotti.

A Paris, le Grand Palais convoquera également le virtuel pour une exposition immersive sur les trésors archéologiques de Pompéi à partir du 25 mars. Et les amateurs pourront se rendre du 4 mars au 20 septembre dans le « musée instagramable Mad Dimension » avec la promesse affichée d'un voyage interactif... « entre art et cinéma ».

Il faudra donc s'y habituer. En arts plastiques comme en musique, où les stars disparues resuscitent tels des fantômes le temps d'une tournée en hologrammes, le virtuel va se tailler une place de plus en plus grande dans la culture, qu'il s'agisse d'art numérique ou d'« expositions » sans œuvres autour de grands noms de la peinture, du dessin ou de la photographie. Entre business de la nostalgie et volonté de toucher un public qui ne fréquente pas les musées traditionnels, la culture des lumières à de beaux jours devant elle. La question importante n'est peut-être pas tant de savoir ce qui relève de l'art ou du divertissement que de comprendre comment ces nouvelles formes de propositions culturelles façonneront durablement les goûts et les attentes du public. ■

## L'EUROPE DÉFIÉE À IDLIB

### ÉDITORIAL III

#### SUITE DE LA UNE

Cette louable initiative induit deux constats. D'abord, même sur un texte aussi consensuel, les Vingt-Sept ne sont pas capables d'afficher un front uni. La Grande-Bretagne manque en outre à l'appel, alors que Paris insiste sur la convergence indispensable avec Londres en matière de sécurité après le Brexit.

Le deuxième constat, malheureusement maintes fois renouvelé, porte sur l'impuissance des Européens. Cette guerre syrienne, ses drames et ses phases successives ont cruellement mis à l'épreuve, depuis neuf ans, la détermination des démocraties occidentales, leurs valeurs et leur capacité à traduire leurs ambitions en

actes militaires. Les Européens n'ont été réellement actifs que dans la gestion des répliques sismiques : la crise humanitaire, les flux migratoires.

Aujourd'hui, ils n'ont ni les moyens ni la volonté commune d'imposer une zone d'exclusion aérienne (*no-fly zone*) pour empêcher les bombardements aériens russes en Syrie. Les Etats-Unis se sont lavés les mains du problème syrien. Le Conseil de sécurité des Nations unies est paralysé par le veto systématiquement opposé par la Russie, souvent avec l'appui de la Chine, aux résolutions sur la Syrie.

Les Européens assistent donc anxieusement en spectateurs à l'affrontement entre l'armée syrienne, soutenue par les Russes, et les forces turques. Les risques réels d'une nouvelle vague migratoire massive et du déplacement de djihadistes vers l'Europe pourraient bien, cependant, les contraindre à sortir de ce rôle.

Après l'attaque meurtrière de ses militaires par les forces de Damas jeudi, la Turquie, par la voix d'un de ses responsables à Ankara, a agité la menace de ne plus retenir les réfugiés de Syrie, dont elle abrite déjà 3,5 millions depuis le début de la guerre en 2011. S'il laisse les réfugiés faire route vers l'Europe, le président Recep Tayyip Erdogan rompra l'arrangement conclu avec l'Union européenne en 2016, au lendemain de la grave crise de l'exode de 2015. Ce nou-

vel élément devait très probablement figurer au menu des discussions du Conseil de l'OTAN, réuni d'urgence vendredi à la demande d'Ankara.

Paris et Berlin ont tenté de relancer un format de rencontre à quatre, avec Moscou et Ankara, pour donner une chance à la diplomatie. Mais, faute de moyens de pression efficaces et d'intérêts partagés par les deux parties, la voie est étroite. Moscou, surtout, ne veut rien entendre. La Russie soutient l'offensive de Damas, qui veut reprendre le contrôle de l'intégralité de son territoire. Elle justifie cet appui par la présence, parmi les combattants dans la région d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, de milliers de djihadistes, sans faire de distinction.

La France commence enfin à mettre des mots sur le comportement des forces russes. La tribune des ministres des affaires étrangères européens, parmi lesquels Jean-Yves Le Drian, accuse clairement l'aviation russe et ses frappes, qui « visent délibérément des hôpitaux et des centres de santé » dans la région d'Idlib, et dénonce ces « violations massives du droit international humanitaire ». La Russie s'est rendue coupable de crimes de guerre répétés, couvrant également de ses mensonges ceux de l'armée syrienne. Le dire est un premier pas, alors que M. Macron s'est engagé dans une tentative de dialogue plus général avec Moscou. ■

Le Monde | L'OB | Télérama | Courrier international

présentent

# MBA FAIR

## LE SALON DES MBA & EXECUTIVE MASTERS

11<sup>e</sup> édition

28 MARS 2020

11h - 17h

60 programmes parmi les plus reconnus des classements  
1 heure de Masterclass dispensée par ESCP Europe  
Une conférence d'ouverture animée par Le Monde,  
des prises de paroles proposées par les écoles



INFOS & INSCRIPTIONS : MBAFAIR-LEMONDE.COM

PALAIS BRONGNIART - PLACE DE LA BOURSE - PARIS